

**ARRÊTÉ**  
**DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT**  
**PORTANT AUTORISATION POUR TRAVAUX**  
**CHEMIN DES PLANES**

**Le Maire de CADENET,**

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles 2212-1 à 2212-5 ;

**VU**, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

**VU**, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

**VU**, le code de la voirie routière ;

**VU**, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

**CONSIDERANT** que l'entreprise **ETE RESEAUX**, sise Avenue Olivier Perroy, ROUSSET, pour la réalisation de travaux au numéro 619 CHEMIN DES PLANES pour le compte d'ENEDIS et au profit de Monsieur CASTEL ;

**CONSIDERANT** que les places et voies destinées à accueillir les travaux sont habituellement réservées au stationnement et à la circulation des véhicules ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

-----  
**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup> :** **À compter du vendredi 21 octobre, pour une durée de 30 jours calendaires ;**

L'entreprise **ETE RESEAUX**, est autorisée à effectuer des travaux de terrassement et de raccordement électrique sur le Chemin des Planes au niveau du numéro 619 pour le compte d'ENEDIS et au profit de Monsieur CASTEL ;

- La circulation est réglementée par un basculement sur la chaussée opposée manuellement ou avec la mise en place de feux tricolores et de panneaux réglementaires.
- La vitesse est limitée à 30 km/h.
- Le stationnement est interdit sur la zone des travaux.

**Article 2 :** Tout véhicule en infraction à l'article 1 sera considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

**Article 3 :** La signalisation du chantier sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par l'entrepreneur.

**Article 4 :** Une remise en état du bitume, du béton et des trottoirs et de la voirie, est mise en place par l'entreprise.

**Article 5 :** Toute dégradation sera à la charge de l'entrepreneur.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera affiché par les soins de l'entrepreneur à chaque extrémité du chantier.

**Article 7 :** La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
- Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
- Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
- Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux.

En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 12 octobre 2022

**Le Maire,  
Jean-Marc BRABANT**

